

Unité interdépartementale des deux Savoie  
3, rue Paul GUITON, 74 000 Annecy

Annecy, le 8 octobre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10 septembre 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SUEZ RV CENTRE EST**

Universaône

18 rue Félix MANGINI

69 009 Lyon

Références : 20250910-RAP-InspectionSUEZ-Poisy  
Code AIOT : 0006110135

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10 septembre 2025 dans l'établissement SUEZ RV CENTRE EST implanté Parc de Calvi 450, rue de l'artisanat 74 330 Poisy. L'inspection a été annoncée le 22 juillet 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques : <https://www.georisques.gouv.fr/>.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV CENTRE EST
- Parc de Calvi 450 rue de l'artisanat 74330 Poisy
- Code AIOT : 0006110135
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SUEZ RV Centre Est exploite, sur la commune de Poisy, un centre de tri, transit et regroupement de déchets autorisé par un arrêté préfectoral du 12 août 2010 mis à jour par un arrêté complémentaire du 30 août 2017. Le site occupe une surface totale d'environ 13 200 m<sup>2</sup>, répartie de part et d'autre de la rue de l'artisanat et emploie environ 35 personnes.

**Contexte de l'inspection :** Inspection généraliste, produits chimiques

**Thèmes de l'inspection :** Déchets, eaux souterraines, REACH

#### **2) Constats**

**2-1) Introduction** – Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

Chaque point de contrôle est associée à une fiche de constat précisant :

- le nom donné au point de contrôle, sa référence réglementaire et la prescription contrôlée ;
- le cas échéant, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat de l'inspection des installations classées et ses observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée » : après analyse approfondie a posteriori, une modification de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats** – Les fiches de constats en partie 2-4 fournissent les informations exhaustives pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Fiches de constats ne faisant pas l'objet de proposition de suite :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Suivi piézométrique	Courrier de l'inspection du 05/01/2016 approuvant le suivi piézométrique
2	Limites de rejets liquides avant rejet dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 30/08/2017, articles 2.4.5 et 2.5.2
3	rejets liquides : entretien des séparateurs	Arrêté Préfectoral du 28/08/2017, articles 2.4.3.2, 2.4.3.3 et 2.4.3.4
4	Produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17
5	Produits chimiques	Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5
6	Produits chimiques, Capacité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI
7	Produits chimiques, Entretien de la rétention et gestion des eaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI
8	Produits chimiques, Produits incompatibles et réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010 article 25-II et III

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats** – Nous demandons à l'exploitant de transmettre avant fin mars 2026 un rapport concluant sur l'origine du manganèse dans les eaux souterraines, établi sur la base des 3 hypothèses formulées dans le rapport ACOSOL du 7 novembre 2024. Dans ce cadre, il conviendra de mettre en perspective les résultats d'analyses et la pluviométrie, et de conclure sur l'existence ou non d'une corrélation entre ces deux séries de mesures. Ce rapport devra également apporter des explications sur la teneur élevée en fer et de l'aluminium.

Précisons enfin que ces éléments seront traités en dehors du cadre de la présente inspection.

Par ailleurs, nous rappelons à l'exploitant qu'il doit respecter la fréquence semestrielle fixée par l'article 2.5.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 août 2017.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Courrier de l'inspection du 5/01/2016 concernant l'accord de suivi piézométrique

<b>Référence réglementaire :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Courrier de l'inspection du 5/01/2016 concernant l'accord de suivi piézométrique</li><li>• Rapport de l'inspection du 12 décembre 2023,</li><li>• Courrier de l'exploitant reçu le 15 avril 2025, transmettant une étude réalisée par la société ACOSOL,</li><li>• Courrier DREAL du 23 avril 2025</li></ul>
<b>Thème :</b> Risques chroniques, surveillance piézométrique
<b>Prescription contrôlée :</b> Suite à l'inspection de 21 novembre 2023, nous avons demandé à l'exploitant de réaliser une étude destinée à déterminer la source de pollution de manganèse, la teneur de ce métal mesurée dans les eaux souterraines atteignant 1 200 µg/l en PZE pour une valeur guide de 50 µg/l.
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a réalisé un suivi analytique trimestriel des eaux souterraines et a transmis, le 15 avril 2025, les résultats d'une étude réalisée par le bureau d'études ACOSOL, référencée NT 51-23-1/b, datée du 7 novembre 2024 et intitulée « suivi de qualité des eaux souterraines – recherche de l'origine du manganèse ».</p> <p>Cette étude retient trois les hypothèses possibles pour expliquer les teneurs en manganèse, mesurées dans les eaux souterraines :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• <u><i>l'hypothèse d'une infiltration d'eau de lessivage des métaux de la plateforme</i></u> fait l'objet d'un calcul prédictif à l'aide de la modélisation HYDROTEX (BRGM), transposable au cas de Poisy. Le calage des paramètres sur les chlorures est satisfaisant mais les teneurs en Manganèse modélisées sont faibles et n'expliquent pas celles mesurées au droit du site.</li></ul> <p>Cette hypothèse d'origine n'est pas retenue par l'étude ;</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• <u><i>l'hypothèse d'un remblai de terres manganifères sous la plateforme du centre de tri</i></u> semble fragile : si effectivement le site a été remblayé dans les années 1990, les remblais apparaissent de couleur claire (donc non ferrifères ni manganifères) et il n'existe pas de mine ou d'industrie alentours dont le stérile aurait pu servir de remblai.</li></ul> <p>Cette hypothèse peut, en dernier recours, être questionnée à l'aide de prélèvements et d'analyses de sols sous la plateforme actuelle ;</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• <u><i>l'hypothèse de dissolution du manganèse naturel des sols argilo-tourbeux du site</i></u> est plausible et semble corrélée aux potentiels Eh faibles ou négatifs (milieux réducteurs), comme prédit par le diagramme d'équilibre des formes du manganèse (diagramme de Pourbaix). Mais la mesure du Eh est délicate à réaliser in situ et la représentativité des résultats n'est pas assurée.</li></ul> <p>L'étude ACOSOL conclut que cette hypothèse doit être vérifiée en priorité et qu'un protocole de mesure du Eh in situ doit être défini pour une nappe peu productive.</p> <p>Suite à la réception de cette étude, l'inspection a demandé par courrier du 23 avril 2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• que la confirmation de cette hypothèse se fonde, au minimum sur quatre prélèvements trimestriels pendant une année, afin de disposer de suffisamment de résultats d'analyses,</li></ul>

- d'interpréter les résultats de la surveillance des eaux souterraines en parallèle des données pluviométriques afin de vérifier l'absence de remblais pollués sur le site. Le phénomène de dissolution envisagé par l'étude est en effet peu sensible aux précipitations alors que la percolation des eaux météoriques au travers de remblais pollués présente un impact direct sur la nappe.

À l'issue d'une année de surveillance, l'exploitant doit donc transmettre ses conclusions ainsi que ses propositions éventuelles d'investigations complémentaires (analyses d'échantillons de sols ou de remblais, réalisation de tests sur ces échantillons dans des conditions réductrices proche du milieu eaux souterraines...).

Lors du point intermédiaire réalisé à l'occasion de l'inspection du 10 septembre 2025, il a été constaté que des campagnes d'analyses des eaux souterraines avaient été réalisées les 30 janvier, 9 avril, 10 juillet 2025. Une dernière analyse pour 2025 sera réalisée au mois d'octobre ou novembre.

Le rapport intermédiaire portant sur les 3 premières campagnes de 2025 ne précise pas le contexte pluviométrique dans lequel ont été réalisés les prélèvements et aucune corrélation n'est possible entre les concentrations en manganèse et les précipitations.

Nous avons rappelé à l'exploitant que pour questionner l'hypothèse d'un lessivage des métaux de la plateforme, il était indispensable d'examiner l'existence d'une éventuelle corrélation entre les concentrations des eaux souterraines en manganèse et la pluviométrie.

L'exploitant a précisé que la synthèse attendue au 1<sup>er</sup> trimestre 2026 mettrait en perspective les résultats d'analyses et la pluviométrie et qu'elle se prononcerait sur l'existence ou non d'une corrélation.

**Résultats d'analyses de la campagne du 10 juillet 2025 :** nous constatons les valeurs maximales suivantes :

- 1 400 µg/l au droit du PZC (seuil fixé à 50 µg/l par l'arrêté du 11/01/07 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine),
- 5 000 µg/l en Fer (seuil fixé à 200 µg/l par l'arrêté du 11/01/07 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine).

#### Résultats d'analyses

	Paramètres	Unité	PzA	PzB	PzC	PzD	PzE
Analyses physiques	Conductivité à 25°C	µS/cm	548	1180	848	904	987
	pH	-	7,16	6,88	6,93	7,14	7,39
	Température	°C	12,6	15,4	15,4	13,9	12,8
	Potentiel Eh	mV (H/H+)	325	133	198	110	112
	Indice hydrocarbure C10-C40	µg/L	<100	140	<100	<100	<50
	Aluminium (Al)	µg/L	43	<30	<30	<30	<30
	Chrome (Cr)	µg/L	<5,0	<5,0	<5,0	<5,0	<5,0
	Manganèse (Mn)	µg/L	<5,0	560	1 400	870	1 100
	Fer (Fe)	µg/L	<50	3 000	5 000	3 000	1 000

## Plan de localisation des piézomètres et sens d'écoulement des eaux souterraines



Figure 4 : Esquisse piézométrique du 11/07/25

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :** Nous demandons à l'exploitant de transmettre avant fin mars 2026, un rapport concluant sur l'origine du manganèse dans les eaux souterraines, établi sur la base des 3 hypothèses du rapport ACOSOL du 7 novembre 2024. Dans ce cadre, il conviendra de mettre en perspective les résultats d'analyses et la pluviométrie, et de conclure sur l'existence ou non d'une corrélation entre ces deux séries de mesures. Ce rapport devra également apporter des explications sur la teneur élevée en fer et de l'aluminium.

Précisons enfin que ces éléments seront traités en dehors du cadre de la présente inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Valeurs limites des rejets liquides avant rejet dans le milieu naturel

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/08/2017, article 2.4.5 et 2.5.2

**Thème :** Risques chroniques, VLE des rejets liquides et fréquence

### Prescription contrôlée :

#### 2.4.5 – Caractéristiques du rejet au milieu naturel

Le rejet au milieu naturel des eaux industrielles définies à l'article 2.4.3 doit respecter, après le traitement prévu par ce même article et, le cas échéant, un traitement complémentaire, avant tout mélange avec des eaux d'autres origines et notamment les eaux de toiture, les caractéristiques suivantes :

- volume maximal journalier issu du lavage des véhicules : 1000 litres,
- pH compris entre 5,5 et 8,5,
- température inférieure à 30 °C,

<p>Paramètres et Concentration moyenne sur 24 h :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Hydrocarbures totaux &lt; 10 mg/l,</li> <li>DCO &lt; 300 mg/l,</li> <li>DBO5 &lt; 100 mg/l,</li> <li>Matières en suspension &lt; 100 mg/l,</li> <li>Pb &lt; 0,5 mg/l,</li> <li>Métaux totaux (Cu, Cr, Ni, Pb, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al) &lt; 15 mg/l.</li> </ul> <p>Les dispositifs décanteur/séparateur d'hydrocarbures sont régulièrement entretenus et les documents en attestant sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>2.5.2 – Fréquence : L'exploitant fait réaliser sur chaque point de rejet au milieu naturel des contrôles périodiques de concentrations par un laboratoire agréé, suivant les normes AFNOR en vigueur, sur les substances et selon les dispositions suivantes : trimestrielle pendant 12 mois puis semestrielle.</p> <p><b>Constats :</b> Les deux dernières campagnes d'analyses ont été réalisées les 2 et 3 octobre 2024 et les 25 et 26 août 2025. Les résultats ne mettent en évidence aucun dépassement des valeurs réglementaires.</p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Nous rappelons à l'exploitant de veiller à respecter la fréquence semestrielle de la surveillance des rejets.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
---

### N° 3 : rejets liquides : entretien des séparateurs

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/08/2017, article 2.43.2, 2.4.3.3 et 2.4.3.4</p> <p><b>Thème :</b> Risques chroniques, rejets liquides : entretien des séparateurs</p> <p><b>Prescription contrôlée :</b> 2.4.3.1 – Les eaux industrielles de l'établissement sont constituées par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les eaux de lavage des véhicules et engins de l'entreprise,</li> <li>les eaux de lavage des caisses-palettes et des compacteurs des bio déchets,</li> <li>les eaux pluviales susceptibles d'être polluées : eaux de ruissellement des aires de stationnement, de manœuvre, de chargement et de déchargement de déchets, de distribution de carburant, de dépôt de ferrailles et de déchets.</li> </ul> <p>2.4.3.2 – Les eaux industrielles sont collectées séparément, subissent un traitement dans un séparateur d'hydrocarbures débourbeur, puis sont dirigées, dans leur réseau dédié, vers leur point de rejet dans le Nant de Calvi.</p> <p>2.4.3.3 – Les opérations de lavage sont effectuées sur une aire spécialement aménagée à cet effet dont les effluents sont dirigés vers un système de traitement spécifique, constitué d'un équipement de filtration et d'un ouvrage de décantation, avant de rejoindre le circuit de collecte des eaux industrielles mentionné à l'article 2.4.3.2 ci-dessus, et d'être traités dans le séparateur d'hydrocarbures débourbeur du site. Seules les opérations de lavage extérieurs des véhicules et engins sont autorisées sans usage de détergent ni de lessive.</p> <p>2.4.3.4 – Les eaux collectées sur l'aire de distribution de carburants transitent par un déshuileur dédié avant de rejoindre le circuit de collecte des eaux industrielles mentionné à l'article 2.4.3.2 ci-dessus, et d'être traités dans le séparateur d'hydrocarbures débourbeur du site.</p> <p><b>Constats :</b> Les derniers entretiens du séparateur à hydrocarbures du site ont été réalisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>le 19 septembre 2024 par la société SARP,</li> <li>le 1<sup>er</sup> septembre 2025 par la société SARP.</li> </ul> <p>La cuve de récupération des eaux hydrocarbonnées au niveau du stockage sous auvent des</p>
--



ferrailles souillées a été curée le 20 août 2025 par la SARP. L'exploitant a présenté les bordereaux de suivi de déchets dangereux lié à ces interventions.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Produits chimiques

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 16/12/2008, article 17

**Thème :** Produits chimiques, Produits chimiques, Étiquetage

**Prescription contrôlée :** Règlement européen du 16/12/2008, article 17 :

Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger, les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.

**Constats :** Lors de l'inspection, il a été constaté la présence de 3 fûts de 200 litres contenant de l'huile moteur pour engins et véhicules lourds, sous la dénomination commerciale « TOTAL RUBIA OPTIMA 1100FE 10W30 » utilisées lors d'opérations de maintenance des engins et machines du site. La présence de l'étiquetage est visible sur les contenants commerciaux. Cet étiquetage est en français. Ce mélange de substances est identifié par l'apposition sur les fûts d'étiquettes conformes au règlement CLP n°1272/2008.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Produits chimiques

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5

**Thème :** Produits chimiques, Produits chimiques, Fiches de données sécurité

**Prescription contrôlée :** Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.

**Constats :** Lors de l'inspection, la fiche de données de sécurité de l'huile moteur « TOTAL RUBIA OPTIMA 1100FE 10W30 » dont la dernière révision date du 01/09/2022 a été examinée. Son contenu répond à l'ensemble des exigences réglementaires en vigueur et notamment la mise à jour ou la prise en compte effective des nouvelles dispositions introduites par le règlement (UE) 2020/878. Cette fiche est consultable par le personnel au niveau des bureaux administratifs. L'exploitant met en œuvre les mesures appropriées visant à assurer une maîtrise des risques identifiés dans les FDS (ventilation suffisante, pas d'incompatibilité de produits...).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Produits chimiques, Capacité des rétentions

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI

**Thème :** Produits chimiques, Produits chimiques, Capacité des rétentions

**Prescription contrôlée :** Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

**Constats :** Il a été constaté que les stockages d'huiles sont placés sur des rétentions et que ces dernières sont suffisamment dimensionnées, les rétentions en place représentant 50 % de la capacité totale de 3 fûts de même volume unitaire.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Produits chimiques, Entretien de la rétention et gestion des eaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI

**Thème :** Produits chimiques, Entretien de la rétention et gestion des eaux

**Prescription contrôlée :** La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.

**Constats :** Il a été constaté que la nature et la tenue de la rétention est adaptée aux produits stockés. La rétention présentait lors de l'inspection un bon état visuel et était quasiment vide de tout liquide.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Produits chimiques, Produits incompatibles et réservoirs

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III

**Thème :** Produits chimiques, Produits chimiques, Produits incompatibles et réservoirs

**Prescription contrôlée :** Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

**Constats :** L'inspection n'a pas constaté d'incompatibilité entre les produits stockés dans le local de stockage.

**Type de suites proposées :** Sans suite